

# POUR UN REVENU UNIVERSEL INCONDITIONNEL

## **CNERUI**

**Mots-clefs : Capitalisme, Croissance, PIB, Consommation, Financiarisation du monde, Production de richesse, Industrie, Travail**

Le constat :

Notre société s'est organisée depuis les années 70 autour des thèmes économiques défendus par les économistes du Mont Pèlerin, autrement appelés ultralibéraux. 50 ans après, le récit imposé à tous est devenu une doxa incontournable pour nos élites au point que nous sommes dans le domaine de la croyance, une croyance tellement forte que la société s'est organisée pour servir l'économie au lieu d'avoir une économie à son service. Le doute et la recherche, outils de progrès et d'émancipation bousculant les dogmes, trouvent difficilement leur place dans la gestion du moment présent.

Le marché devait organiser la société et répondre à tous les besoins, le flux magique devait être alimenté par un enrichissement de tous grâce à la théorie du ruissellement.

50 ans plus tard nous constatons une augmentation des inégalités, une perte de tous les repères politiques, une déstabilisation due au manque de vision au lointain, une montée des nationalismes, un effondrement des idéaux, un effondrement de notre environnement écologique, un effondrement du vivant, une paupérisation des classes moyennes, une concentration de la richesse entre les mains d'un petit nombre de plus en plus réduit, une augmentation de la rapacité des entreprises supranationales due à la constitution de monopoles, un système d'appauvrissement de l'état par les mécanisme d'évitement de l'impôt, un individualisme résultant de la lutte de tous contre tous, des mécanismes d'exclusion plus prégnants, pour ne citer qu'une partie des problèmes soulevés.

L'organisation économique de la société ultra libérale a dégradé notre république sociale en affaiblissant la justice sociale. Le ruissellement s'est fait dans le sens de la base vers le sommet, le sentiment de déclassement est de plus en plus partagé et le rêve d'un monde vivant « à l'américaine » nécessitant des ressources équivalentes à 6 fois celles de la terre semble être un rêve de plus en plus lointain.

Cet accroissement des difficultés donne le sentiment d'être à l'aube d'un nécessaire changement. Parallèlement, on constate un accroissement du PIB, ce n'est donc pas la conséquence d'un appauvrissement général. C'est juste la conséquence d'une organisation sociale basée sur la rapacité des individus, sur le mépris de l'autre et sur le déni des conséquences d'une société de l'avoir et de l'accumulation.

Il faut changer et évoluer vers un autre avenir, trouver des moyens pacifiques pour accompagner ce changement. Plus nous retarderons le mouvement plus la vague deviendra tsunami. Il nous faut trouver des outils anticipant les grandes crises systémiques, qu'elles soient sociales, économiques, militaires ou sanitaires.

La crise de la COVID a mis en évidence des points positifs : la solidarité, l'empathie, la considération pour les métiers utiles à la société, la remise en cause du pouvoir de la finance face aux besoins vitaux, l'envie de construire une société différente (besoin de concevoir le monde d'après).

Nous avons tous pu sentir le point de déséquilibre pour ne pas dire le point de rupture mais les bénéficiaires du « monde d'avant » et leurs affidés font tout ce qu'ils peuvent pour freiner le changement.

## Les mauvais outils :

Nous avons, au service des gardiens de l'orthodoxie, un outil magique pour évaluer la croissance d'un pays, il s'agit du PIB. Ce dernier est une vue partielle de la réalité par une analyse macro-économique. On ne peut pas, à travers cet outil cerner les inégalités. Pour évaluer les inégalités il y a d'autres outils économiques comme le coefficient de Gini. Il va sans dire que ce dernier est l'outil des économistes remettant en cause l'ultralibéralisme alors que le PIB est l'outil des ultralibéraux.

Dans l'absolu, la différence de fond vient d'ailleurs, car les outils ne sont que des instruments au service d'un récit ou d'un calcul. En réalité on voit s'opposer deux conceptions de l'économie. La première définit la richesse d'une nation comme une fin en soi, c'est l'argent roi. La deuxième essaye de quantifier le bien-être des citoyens dans la nation, il s'agit de remettre au service des citoyens ce qui construit la nation comme l'économie, la protection sociale, l'organisation du travail, la justice, la démocratie, et tout ce qui est constitutif d'une organisation de la Cité.

Quand on mesure un individu ou un pays uniquement par « l'avoir », on laisse libre court à l'avidité entraînant le déni des conséquences écologiques et humaines de nos débordements. On perd la notion de « l'être » en perdant les valeurs humanistes qui ont permis la socialisation des individus et la survie de l'espèce humaine.

Il est donc impératif de changer notre vision de la croissance. La croissance du PIB était une vue de l'esprit avec une progression des externalités négatives telles qu'elles sont insupportables à la survie de l'humanité comme nous la connaissons. En revanche il y a urgence à instaurer une recherche de la croissance du bien être pour retrouver un équilibre et un espoir d'une société apaisée.

## Le travail et l'emploi :

La Déclaration Universelle des Droits de l'Homme dans son Article 23 dit : « Toute personne a droit au travail... qui donne droit à une rémunération assurant une existence conforme à la dignité humaine... » ; Le 19<sup>e</sup> siècle a vu émerger le "paternalisme" dont le but essentiel était d'exercer un contrôle sur la population, en contrepartie d'avantages sociaux (logements, loisirs, soins de santé, ... ), la fin du XX<sup>e</sup> siècle voit de nombreux employeurs se retirer complètement de ce champ "d'une responsabilité sociale de l'entreprise", ignorer son implication dans l'économie, et laisser à l'individu le soin d'être "seul responsable de sa condition, de la conduite de sa vie professionnelle et de son emploi". Au début de notre siècle, l'auto-entreprenariat, dont les effets flattent les statistiques de création d'entreprise *et du chômage*, permet aux plus gros d'alléger leurs charges, leurs responsabilités en exploitant une myriade de petites structures corvéables à merci car dépendantes du bon vouloir des donneurs d'ordres qui s'appuient sur un contexte concurrentiel exacerbé.

Aujourd'hui, un emploi "stable" par l'accès au CDI est possible vers la 26<sup>e</sup> année. Quasiment dix ans plus tard qu'au début du 20<sup>e</sup> siècle ! Et cet emploi "stable" ne signifie pas qu'il perdurera tout au long de la vie professionnelle, on commence à voir des personnes qui enchaînent plusieurs emplois en CDI, avec des périodes non travaillées. Il y a aussi le statut d'auto-entrepreneur qui libère le donneur d'ordre de toutes les contraintes sociales et rend responsable le travailleur de sa propre exploitation.

Depuis les années 80 on distingue les salaires sous trois formes : le calcul lié à la durée de travail sur la base horaire, le calcul lié à l'atteinte d'un objectif, mesurable ou non et qui prend, de nos jours, une place majeure, le calcul lié à l'attribution d'une prime, lié normalement à un objet précis, mais parfois au simple choix de l'entreprise sans cause précise, et de distribution aléatoire. Il faut noter que la fonction publique use et abuse de ces primes, déséquilibrant l'ensemble de la structure des salaires.

Cette vision de l'emploi ne prend pas en compte la notion de travail non rémunéré qui est une autre base de notre sociabilité et un des vecteurs de la production de richesses au sens large, humaine et monétaire.

Il nous faut modifier le droit au travail par le droit à un revenu pour assurer à tout individu une existence conforme à la dignité humaine : « Toute personne a droit à un revenu, qu'elle ait un travail rémunéré ou non... assurant une existence conforme à la dignité humaine... ».

## Le Revenu Universel Inconditionnel :

Le RUI pourrait être un des outils de cette recherche du bien-être. Il permet à chacun d'éviter la case de l'exclusion avec l'attribution d'un revenu décent au simple titre « d'être ». Il permet à chacun de profiter d'un héritage commun sans passer par la case « bien né ». Il garantit à tous la liberté d'entreprendre, d'être un acteur de la société sans passer obligatoirement par un échange marchand. Il rétablit un équilibre dans les rapports employés-employeurs. Il peut être un vecteur d'égalité homme/femme mais aussi homme/homme. Il rend possible les transitions positives comme l'agriculture biologique, entre autres.

S'il n'est pas le seul outil possible ni la boîte à outils magique, il semble correspondre à plusieurs urgences pour un changement de paradigme et la construction d'une société du partage ; partage de la richesse, partage du temps, partage du travail, partage du pouvoir.

Le RUI porte également en lui des dangers, il peut être l'outil de la prolongation de la dystopie ultralibérale. Milton Friedman, fondateur de l'école de Chicago prévoyait un dispositif cousin du RUI basé sur un impôt négatif pour éviter une rupture trop prononcée et un déclenchement de mouvements sociaux. Les GAFAs encouragent également la création d'un RUI afin de continuer d'alimenter une économie avec des consommateurs perpétuels, il s'en suivrait une réduction des impôts sur la richesse, une disparition des services de l'Etat en dehors des obligations régaliennes, le souci étant de continuer de faire tourner le hamster dans sa roue, « the show must go on ».

**Le Revenu Universel Inconditionnel est un outil pour la construction du monde de demain, c'est un outil de fraternité puisque solidaire par une redistribution des richesses, de liberté par l'autonomie qu'il procure en redonnant au travail son pouvoir émancipateur et d'égalité par son universalisme.**

**Le RUI permettrait certainement une véritable redistribution des cartes, donner la possibilité de faire face au minimum vital autoriserait la liberté de choix de vie et donnerait la possibilité à chacun de trouver du sens dans des activités salariées ou non. Chacun aurait les moyens de se former tout au long de sa vie en augmentant de fait le champ des possibles.**

**C'est un outil de changement de paradigme dans la mesure où il bouscule les idées reçues et permet d'envisager une société différente basée sur la recherche du bien-être, du partage et du respect de l'autre. Il impose de faire de vrais choix politiques et engage le citoyen sur la construction d'un avenir commun.**

**Le RUI a vocation à devenir un bien commun à toute l'humanité, toutes les populations devraient être amenées à en bénéficier. Le coût réel d'une telle disposition doit se calculer face au coût exorbitant de la pauvreté tant humainement qu'économiquement.**

**Oui le temps est venu d'instaurer un revenu universel inconditionnel, véritable salaire social déconnecté de l'emploi individuel mais bien en lien avec la richesse créée par le travail collectif, actuel et passé, qui assure à tous, en toute circonstance, quel que soit son statut social, de quoi éradiquer à jamais la pauvreté.**